

La lettre d'information de Lutte ouvrière - Chaumont



Samedi 25 avril 2020

« Tous les choix sont faits en fonction des intérêts des capitalistes »

[\(Voici les notes à partir desquelles j'ai enregistré la vidéo dont je vous mets le lien\)](#)

Le confinement tel qu'il s'est imposé est une conséquence de l'impréparation du gouvernement. Pas de masques, pas de gel, pas de gants... Il était impossible de faire autrement pour étaler dans le temps la contamination. Et il était vital d'étaler cette contamination parce qu'il n'y avait pas assez de lits de réanimation disponibles. Mais tout ça, c'est la conséquence d'une politique criminelle d'économies sur la santé pour réserver l'argent de l'État aux capitalistes.

À Chaumont, cela fait des années qu'on ne parle de l'hôpital que pour sa dette. Pourtant, les personnels ont manifesté, ont alerté, et nous l'ont dit bien des fois : si vous comptez les sous, on comptera les morts. On y est.

Et alors même que cette situation de confinement s'imposait du fait des manquements passés, les pouvoirs publics ont tout de suite accordé des dérogations pour que les patrons puissent rouvrir des entreprises. En quoi la production des Forges de Bologne ou de Courcelles sont-elles vitales ? En quoi le chantier de Palestra ou d'Imany à Langres sont-ils urgents ? Cela ne mérite pas que des salariés prennent des risques.



Intervention de Sylvain Demay, conseiller municipal Lutte ouvrière de Chaumont

Tous les choix sont faits en fonction des intérêts des capitalistes

📅 22/04/2020

🕒 5 min

Si c'était pour produire des choses utiles, pourquoi pas ! Mais les surblouses de l'hôpital de Chaumont, c'est une association qui les confectionne. Dans la 6^e puissance industrielle du monde, on est obligé de compter sur la débrouille et les bonnes volontés, on n'est pas capable de réquisitionner des entreprises pour fabriquer ce qui manque.

Et de la même façon que le confinement a été contraint par toute l'impréparation de la société, le déconfinement n'est annoncé que pour faire plaisir aux patrons. On n'est pas plus prêts qu'avant. La semaine dernière, un avion-cargo est arrivé à Vatry, dans la Marne avec des millions de masques et de gants destinés... à une entreprise privée, pour reprendre la production !

Même la rentrée des élèves le 11 mai a été annoncée en fonction des intérêts des capitalistes. C'est un signal pour la reprise de la production. On verra s'ils y arrivent. Mais il ne faut pas croire leurs mensonges : ils se moquent de comment les enfants des classes populaires peuvent étudier. Sinon, ils n'auraient pas attendu un virus pour réduire les classes à 15 élèves !

Cette crise est révélatrice. Elle montre en fonction de quels intérêts les choix sont faits. Il faut s'en souvenir pour imposer, demain, que ce soit en fonction de nos besoins. Pour cela, il faudra encore que les travailleurs se fassent entendre, et prennent eux-mêmes le pouvoir.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

- Facebook : [Sylvain Demay LO](#)
- Facebook : [Lutte ouvrière Chaumont](#)
- Facebook : [Lutte ouvrière Champagne-Ardenne](#)

Arrivée d'un avion-cargo géant : bas-les-masques sur la loi du fric !

L'arrivée d'un avion-cargo géant Antonov à l'aéroport de Vatry dans la Marne chargé de 8,6 millions de masques et de 25 millions de gants en provenance de Chine a été abondamment relayé par la presse. Par contre, le nom du client a été tenu secret, mais il s'agit d'une grande entreprise qui les destine à ses salariés dans le cadre du retour au

travail. Dans la même journée, un autre avion s'est posé avec 14 millions de masques, cette fois commandés par l'État.

Alors que depuis un mois on manque des protections nécessaires dans les hôpitaux, les Ehpad, pour les aides à domicile, la loi du fric permet de détourner des millions de masques au lieu de servir

l'intérêt général. Il y a deux semaines l'État avait réquisitionné une commande conjointe de la région Grand Est et la région Bourgogne-Franche-Comté, des régions pourtant parmi les plus touchées. Mais cette fois, ni réquisition ni indignation, ceux qui gouvernent sont à plat-ventre devant les intérêts de la bourgeoisie.

Halte aux cadences infernales !



Urgence dentaire : la seule vraie urgence, les soins

Depuis le 17 mars, un service d'urgence dentaire a été mis en place en Haute-Marne. Il ne compte qu'un seul dentiste pour tout le département et ne peut prendre que 8 à 10 patients, autrement dit des cas de

dernière urgence.

Il n'est pas question de mettre en place des mesures pour soigner correctement les personnes. Seul le profit des entreprises industrielles ne saurait attendre.

Les soutiers de la santé... et les profiteurs

À l'hôpital de Saint-Dizier, le personnel de nettoyage est issu d'une entreprise sous-traitante. Parmi les salariées, certaines sont confinées chez elles, malades ou avec leurs enfants. Celles qui restent sont donc mobilisées, mais en effectif réduit sachant que le travail est plus important que

d'habitude, vu toutes les tâches de désinfection qu'il faut entreprendre, sur les ordinateurs, les poignées de portes... Un travail irremplaçable, effectué malgré la peur.

Plus de travail pour les salariés restant n'a pas incité le

sous-traitant à embaucher autrement qu'au coup par coup, en intérim. Pas question non plus d'augmenter les salaires.

Il y a deux camps : ceux qui sont en première ligne, et leurs patrons qui continuent à en profiter.

Un cadeau en forme d'aveu

La municipalité de Chaumont a offert au Samu, aux pompiers, au personnel de l'hôpital et aux médecins libéraux une centaine d'oxymètres ou saturomètres. L'initiative peut paraître louable, mais c'est d'abord un

aveu du manque évident de matériel médical pour les équipes soignantes.

À force d'avoir voulu rendre rentables les hôpitaux et services de soins, du matériel indispensable manque partout : la preuve.



Pour suivre l'actualité du point de vue des travailleurs, lisez et soutenez notre hebdomadaire [Lutte ouvrière](#) !

Écoles : une annonce largement insuffisante

Alors que la situation éducative est de plus en plus problématique, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé, en début de semaine, la création de 1248 postes supplémentaires au niveau national, pour la rentrée prochaine, dont 17 en Haute Marne. Sauf que la carte scolaire pour l'année prochaine

prévoyait 20 postes supprimés dans le département, donc au final c'est trois postes en moins.

Derrière les annonces, et les intentions affichées par Macron et Blanquer, il y a ici comme dans le reste du pays, une baisse de moyens scandaleuse.



Nathalie Arthaud

Réouverture des écoles : le patronat veut faire reprendre le travail, Macron s'exécute

📅 15/04/2020

🕒 4 min

La Poste : encore une incurie significative

À Wassy, en Haute Marne, une association a fabriqué des masques en tissu et les a proposés aux postiers de Montier-en-Der, la commune voisine, constatant qu'ils

n'avaient à leur disposition qu'un petit flacon de gel hydro-alcoolique et rien d'autre.

À l'image de ce qui se passe partout dans le pays, les

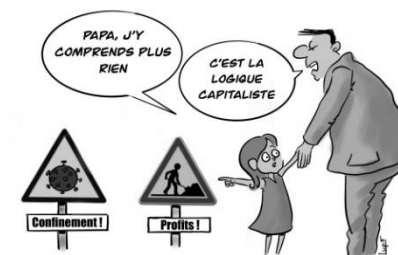
directions ne font même pas le minimum et quand des solutions sont trouvées, c'est par la solidarité collective de la population.

Chantier Palestra : une position de principe absurde et irresponsable

Le chantier Palestra, à Chaumont, a rouvert le lundi 20 avril. On nous dit que cinq entreprises se sont portées volontaires, mais c'est surtout l'entreprise Vinci qui organise le chantier. Sauf qu'il est d'ores et déjà indiqué qu'il n'est pas évident que le matériel permettant d'avancer sur le chantier soit disponible.

Autrement dit, il est surtout important pour le donneur d'ordre Vinci de faire redémarrer le chantier, quel que soit l'intérêt effectif que cela peut avoir...

Vinci va donc faire prendre des risques à des travailleurs... pour le principe ! Absurde et irresponsable.



Imany : le patron a une envie pressante : « ça ne peut pas attendre »

À Langres, en Haute marne, le chantier de construction de la plate-forme

logistique Imany a repris du service. Le PDG de ce groupe explique doctement que

l'ouverture de cette plate-forme étant programmée pour janvier 2021, « il n'est pas question que ce chantier prenne du retard ».

Une bonne partie de la population a dû tout arrêter pendant des semaines. Nos vies ont pris du retard. Ce PDG est tellement habitué à donner des ordres qu'il ne voit même pas en quoi ces propos sont choquants.

L'urgence de ces gens-là n'est pas la nôtre, la santé de tous compte plus que de préserver les profits d'une entreprise.

Quelle est la priorité ?



Diviser pour régner

Les possédants et leurs porte-voix ont du mal à faire croire qu'ils gèrent au mieux la crise. Alors ils font diversion :

On entend à longueur de temps parler des individus irresponsables qui ne respecteraient pas le confinement. Après, les journaux se penchent sur les efforts qu'on pourra demander aux salariés confinés, sous forme d'argent ou de jours de congés. Un peu plus loin, on apprend qu'une pétition s'en

prend aux allocataires du RSA. Dans certaines entreprises ouvertes, des primes sont apparues dont sont exclus ceux qui n'étaient pas au travail, malades ou en garde d'enfants. Dans les commerces, on distingue les caissières des salariés de la logistique qui prendraient moins de risques.

Tout cela a un même objectif politique : diviser les travailleurs entre eux, pour qu'ils regardent leur voisin

plutôt que de s'en prendre aux véritables responsables : les bourgeois capitalistes et les États à leur service, qui font passer leurs profits avant nos vies.



Économies pour les patrons

À la mi-avril, 18 500 salariés haut-marnais, dans 1750 entreprises, c'est-à-dire



29,1% de l'effectif salarié du département bénéficiaient du dispositif du chômage partiel. À l'échelle du pays, c'est 10 millions de salariés qui voient donc leur rémunération amputée de 16 % minimum (parfois 20 à 30% quand des primes sautent), alors que c'est l'argent des contribuables qui sert à financer ce dispositif.

Autrement dit, ce sont des

centaines d'entreprises qui se voient financées par la collectivité alors que pour un certain nombre elles ont des réserves, qu'elles font bien attention à ne pas déclarer.

Toutes ces réserves viennent de l'exploitation des travailleurs. Ce serait donc le minimum qu'ils touchent leur salaire en entier même s'ils sont confinés.

Restos du cœur : État du fric

Dans cette période d'épidémie, en Haute-Marne l'essentiel de l'aide aux plus démunis a été assuré par l'association des restos du cœur. Il a fallu qu'ils s'adaptent et ont fait appel à des bénévoles notamment parmi ceux des travailleurs qui se trouvaient en chômage partiel. Autrement dit, encore en cette période, l'essentiel du soutien aux plus pauvres a été assuré

grâce aux initiatives de la population elle-même.

Au moment où on nous annonce déjà « un tsunami de licenciements », l'État a consacré plus d'une centaine de milliards à subventionner les plus grandes entreprises.

En somme : des milliards pour les plus riches, et des soupes populaires pour les plus pauvres !

Enfin, ils arrivent : Les tests sur l'irresponsabilité et l'égoïsme



Coup de pub

Le président du Conseil départemental de Haute marne a annoncé vouloir fournir un masque à chaque habitant

« aux couleurs de notre marque de territoire ». Vouloir doter tout le monde d'un masque réutilisable, il serait

temps, mais on ne voit pas très bien en quoi il est nécessaire d'en profiter pour se faire mousser.

Des responsables pas bien responsables

En Haute Marne, les autorités s'attendent à un casse-tête pour mettre en œuvre les directives gouvernementales. Ainsi Christine Guillemy, maire de Chaumont et vice-présidente de la région Grand-Est, a déclaré : « on attend les directives de l'Éducation nationale, il va falloir une très grande coordination entre les collectivités, la Région, le Département, les communes et

intercommunalités ».

Si elle croit elle-même ce qu'elle dit, elle peut attendre longtemps : les ordres des uns et les contre-ordres des autres, les directives de Philippe et les contre-directives de Macron. Mais pas question pour Guillemy d'avouer que la situation la dépasse.

La seule chose qui met d'accord ceux qui nous gouvernent, c'est de gaver de

subventions les plus riches et de remettre au plus vite au boulot les travailleurs.



Question de priorité

La préfecture de la Haute-Marne a autorisé le 20 avril le laboratoire situé à Choignes à réaliser des tests de détection du Covid-19.

On peut dire qu'il était temps. La préfecture a été beaucoup plus rapide à accorder des autorisations de reprise d'activité aux

entreprises non-vitales qui le demandaient, que de mettre les moyens nécessaires pour détecter et soigner les malades.

Premier mai : cette année aussi, une journée de lutte internationale des travailleurs

Cette journée n'était pas un jour de fête, mais une journée de grève. Elle a été décidée il y a plus d'un siècle pour agir à l'échelle internationale dans le but de satisfaire les revendications ouvrières.

Cette année, le confinement nous empêche de manifester. Mais il ne faut pas pour autant que cette date ne soit pas la nôtre.

Nous avons une semaine pour trouver des idées pour « marquer le coup » ! Discutons-en ! Contactez-nous !



Pour nous joindre :

Sylvain Demay, conseiller municipal Lutte ouvrière :

sylvaindemay@yahoo.fr

06 64 65 27 44

Facebook : [sylvain.demay.LO](https://www.facebook.com/sylvain.demay.LO)

Coupon à renvoyer ou à remettre à un militant pour prendre contact :

NOM :

Prénom :

mail :

telephone :

adresse postale :

Je souhaite :

- Recevoir la lettre d'information
- Aider Lutte ouvrière